

QU'en vertu de l'article 101 de la Charte des droits et libertés de la personne (L.R.Q., c. C-12), madame Michèle Rivet, juge de la Cour du Québec, soit nommée à nouveau membre et présidente du Tribunal des droits de la personne pour un mandat de cinq ans;

QU'en vertu des articles 132 et 121 de la Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., c. T-16), madame Michèle Rivet reçoive le même traitement additionnel que celui versé à un juge en chef adjoint de la Cour du Québec et qu'elle bénéficie également des mêmes frais que ceux rattachés à cette fonction;

QUE la nomination de madame Michèle Rivet prenne effet le 1<sup>er</sup> septembre 2005.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
ANDRÉ DICAIRE

44786

Gouvernement du Québec

### **Décret 711-2005, 3 août 2005**

CONCERNANT la désignation de madame la juge Michèle Pauzé comme membre du Tribunal des droits de la personne

ATTENDU QU'en vertu de l'article 103 de la Charte des droits et libertés de la personne (L.R.Q., c. C-12), le gouvernement peut, à la demande du président du Tribunal des droits de la personne et après consultation du juge en chef de la Cour du Québec, désigner comme membre du Tribunal, pour entendre et décider d'une demande ou pour une période déterminée, un autre juge de cette cour qui a une expérience, une expertise, une sensibilisation et un intérêt marqués en matière des droits et libertés de la personne;

ATTENDU QUE, par le décret numéro 891-2003 du 27 août 2003, madame Michèle Pauzé, juge de la Cour du Québec, a été désignée comme membre du Tribunal des droits de la personne pour un mandat de deux ans à compter du 27 août 2003;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 107 de cette charte, un juge désigné en vertu de l'article 103 remplace le président en cas d'absence, d'empêchement ou de vacance de sa fonction;

ATTENDU QUE, conformément à la demande de la présidente du Tribunal des droits de la personne et après consultation du juge en chef de la Cour du Québec, il y a

lieu de désigner de nouveau madame la juge Michèle Pauzé comme membre du Tribunal des droits de la personne;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Justice :

QUE madame Michèle Pauzé, juge de la Cour du Québec, soit désignée de nouveau comme membre du Tribunal des droits de la personne pour un mandat de deux ans à compter du 27 août 2005;

QUE madame Michèle Pauzé, juge de la Cour du Québec et membre du Tribunal des droits de la personne, remplace, pendant la durée de ce mandat, la présidente du Tribunal des droits de la personne en cas d'absence, d'empêchement ou de vacance de sa fonction.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
ANDRÉ DICAIRE

44787

Gouvernement du Québec

### **Décret 713-2005, 3 août 2005**

CONCERNANT une modification au décret n<sup>o</sup> 152-2004 du 3 mars 2004 relatif au Programme de soutien aux opérations de certaines entreprises

ATTENDU QUE l'article 27 de la Loi sur Investissement Québec et sur La Financière du Québec (L.R.Q., c. I-16.1) prévoit que le gouvernement peut élaborer tout programme d'aide financière dont l'administration est assurée par Investissement Québec;

ATTENDU QUE par le décret n<sup>o</sup> 152-2004 du 3 mars 2004, le gouvernement a adopté le Programme de soutien aux opérations de certaines entreprises;

ATTENDU QUE pour permettre la résolution du dossier d'insolvabilité de Papiers Gaspésia, société en commandite, il y a lieu de modifier le Programme de soutien aux opérations de certaines entreprises;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation :

QUE le Programme de soutien aux opérations de certaines entreprises soit modifié par l'ajout, après l'article 9, de l'article 9.1 suivant :